Cahier spécial
Concours national de la Résistance
et de la Déportation 2022-2023

L'école de la Résistance

De l'école de Vichy à l'école de la Résistance

François Broche

Dans la « Révolution nationale » que le régime de Vichy veut instaurer sur les décombres de la France défaite et occupée par le vainqueur, l'école occupe une place essentielle. Dès ses premiers discours, le maréchal Pétain annonce que le nouveau régime mettra en œuvre une nouvelle politique de l'éducation destinée à remédier aux erreurs et aux défaillances de l'école républicaine. Celle-ci se voit reprocher d'avoir favorisé l'instruction (formation de l'intelligence) aux dépens de l'éducation (formation de la personne, de l'âme), et d'avoir ainsi encouragé « l'esprit de jouissance », qui a connu son apogée avec le Front populaire (congés payés, droit aux loisirs…), préparant la faillite morale du régime.

Revenant sur la laïcité et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le régime de Vichy exalte des valeurs conservatrices (rigueur morale, sens du sacrifice, activités physiques) permettant l'épanouissement de « l'homme nouveau ». Loin de l'égalitarisme républicain, la famille, le milieu, la communauté sont mis en honneur. Bête noire des milieux traditionalistes, accusé d'être l'un des principaux responsables de la défaite, l'instituteur est contraint de s'adapter aux nouvelles règles. Les manuels scolaires sont révisés ; les anciens manuels, trop républicains ou trop antiallemands, sont bannis. Dans toutes les salles de classe, la photographie du Maréchal a remplacé le buste de Marianne.

Fondé sur les idées maurrassiennes de tradition, de hiérarchie, de sélection, rejetant catégoriquement le nivellement républicain, le « déclassement », l'école unique, le nouveau régime est logiquement conduit à supprimer les écoles normales d'instituteurs. L'école de Vichy illustre parfaitement l'hostilité à la République jacobine et centralisatrice et le retour à l'idéal d'une France traditionnelle et décentralisée. Cependant, l'entreprise est vouée à l'échec en raison de la résistance de l'ensemble des responsables du système éducatif et des difficultés d'imposer à une population de plus en plus éprouvée par la guerre un embrigadement d'une jeunesse de plus en plus incontrôlable.

L'école de la Résistance s'édifie d'emblée contre celle de Vichy, car les enseignants de tous les niveaux sont les premières cibles de mesures de discrimination et d'épuration du nouveau régime. Jean Cavaillès, professeur de philosophie à la Sorbonne, et Martial Brigouleix, professeur de français et d'histoire-géographie à Tulle, le paieront de leur vie. Georges Guingouin, instituteur à Saint-Gilles-les-Forêts, prend la direction des maquis de la Haute-Vienne. Jean-Pierre Vernant, professeur de philosophie à Toulouse, deviendra chef départemental de l'Armée Secrète, puis des FFI, pour la Haute-Garonne : « Le vrai courage, écrira-t-il, c'est, au-dedans de soi, de

suite page 2 ▸▸▸

▸▸▸ *suite de la page 1*

ne pas céder, ne pas plier, ne pas renoncer. Être le grain de sable que les plus lourds engins, écrasant tout sur leur passage, ne réussissent pas à briser. »

Très tôt également, dès la rentrée scolaire et universitaire de septembre-octobre 1940, les lycéens et les étudiants sont parmi les premiers à rejeter l'Occupation et à le faire bruyamment savoir. La manifestation du 11 novembre à l'Etoile en constitue le signe le plus éclatant ; elle a été précédée et elle est suivie d'actions spontanées à Paris et en province (graffitis muraux, diffusions de tracts, gestes hostiles à l'occupant et à ses alliés français), que les Allemands répriment brutalement. Progressivement, la Résistance se développe et s'organise dans les lycées et dans l'Université. Les élèves du lycée Lalande Bourg-en-Bresse multiplient les manifestations patriotiques ; 32 seront tués. L'établissement sera le seul établissement d'enseignement secondaire civil à obtenir la médaille de la Résistance française. De très nombreux lycéens rejoindront les maquis ; beaucoup seront déportés. L'université de Strasbourg, transférée à Clermont-Ferrand, haut-lieu de la Résistance en zone Sud, sera frappée par des arrestations, suivies de déportations ; 132 de ses membres disparaîtront en captivité ou au combat. Elle sera le seul établissement d'enseignement supérieur à se voir décerner la médaille de la Résistance.

A Londres, dès l'été 1940, de Gaulle a confié la responsabilité des « questions intellectuelles et juridiques » au professeur René Cassin, nommé l'année suivante commissaire à la Justice et à l'Instruction publique au sein du Comité national français. Sous son autorité, une première commission d'études est mise en place. La France Libre et la Résistance intérieure conduisent d'importantes réflexions sur les réformes à réaliser à la fin de la guerre : « La question scolaire est posée à la fois par la France Libre, par la France Combattante, par la Résistance intérieure et développée par des textes issus de commissions, de groupes d'études et de rapports, écrit l'inspecteur général Tristan Lecoq. Les débats intellectuels qui ont eu lieu pendant la guerre, marqués à la fois par le traumatisme de la défaite, l'inadaptation de l'Ecole de la III[e] République et de son enseignement trop abstrait et la nécessité d'une refonte de l'enseignement révèlent des éléments de convergence. » Et pourtant, dans *L'Etrange défaite*, dont un chapitre est consacré à la réforme de l'enseignement, Marc Bloch avait prévenu : « Ne nous y trompons pas, la tâche sera rude. Elle n'ira pas sans déchirement. »

L'ENGAGEMENT DES ÉTUDIANTS FUTURS COMPAGNONS DE LA LIBÉRATION

Lionel DARDENNE
Assistant du conservateur du MOL

« Pour l'aventure et pour la libération du pays. »[1] *C'est ainsi que Roland de la Poype, élève à l'École principale d'aviation d'Étampes en 1940 résume les motivations de son engagement dans la France Libre. Il fait alors partie des 61 futurs compagnons de la Libération qui ont abandonné leurs études (primaires, secondaires et supérieures) pour rejoindre la Résistance ou la France Libre. Qui sont ces jeunes Compagnons ? Quelles sont leurs motivations ? Comment sont-ils parvenus à poursuivre le combat ?*

Ces 61 étudiants représentent 6 % des compagnons de la Libération et près des trois quarts d'entre eux, 72 %, font partie des 778 futurs Compagnons engagés dès l'année 1940. Leur typologie est très proche de celle de leurs aînés. 78 % de ces 61 futurs Compagnons s'engagent dans la France Libre et 12 % dans la Résistance intérieure. Pour l'ensemble des compagnons de la Libération, 72 % s'engagent dans la France Libre, 15 % dans la Résistance et 13 % dans la France Libre puis la Résistance (ou l'inverse)[2].

Alors qu'en 1940, à peine 6 % d'une classe d'âge obtient le baccalauréat, 77 % de ces futurs Compagnons sont étudiants (classes préparatoires, grandes écoles, universités) au moment de s'engager dans la poursuite des combats. Ils bénéficient donc dans l'ensemble d'une formation plus élevée que leurs pairs puisque 48% des compagnons de la Libération ont entamé un cursus d'études supérieures.

Des raisons patriotiques

Mais, à l'été 1940, alors que tout semble perdu et que la domination allemande du continent européen est hégémonique, quels ressorts poussent ces jeunes gens – collégiens, lycéens, saint-cyriens, polytechniciens, étudiants en droit, etc. – à abandonner études et foyer pour s'engager dans un combat si incertain ? Leurs témoignages, les lettres à leur famille ou leurs récits d'après-guerre permettent d'avoir un aperçu, incomplet mais cependant instructif, des raisons de leur engagement.

Pour les Français libres, l'engagement est motivé à 80 % par des raisons patriotiques[3] parmi lesquelles se trouvent le souvenir des anciens de 14-18. En effet, ces futurs compagnons de la Libération qui ont vingt ans en 1940, Daniel Cordier, Fred Moore, Hubert Germain, Pierre Simonet, Gérard Théodore, François Jacob, Roland de la Poype, José Aboulker, etc., ont été élevés dans le souvenir de la Grande Guerre qui forme pour beaucoup d'entre eux la toile de fond de leur univers mental. Élevés par les acteurs de la Première Guerre mondiale, ils vivent dans le deuil des morts au combat et grandissent avec

le récit des survivants. Daniel Cordier se souvient d'une enfance passée autour « des monuments aux morts et des fanfares »[4]. Il s'agit donc pour eux de se montrer dignes des sacrifices consentis par leurs aïeux.

La honte de la défaite, l'incompréhension face à l'effondrement du pays, la frustration de n'avoir pas combattu, le refus catégorique de l'armistice et le désir de « faire quelque chose » sont aussi souvent donnés comme motivations de l'engagement. Hubert Germain se dit « terriblement blessé »[5] par le défaitisme des Français qu'il rencontre durant la Débâcle, tandis que son camarade du lycée Montaigne de Bordeaux Pierre Simonet, élève en classe préparatoire de mathématiques spéciales, est marqué par les soldats en déroute soulagés de ne plus avoir à combattre. Le symbole de cette défaite prend pour eux la forme de l'allocution du maréchal Pétain du 17 juin 1940 qui appelle à la cessation des combats. Blaise Alexandre, qui prépare le concours d'entrée à Saint-Cyr, s'en souvient en ces termes : « Je me suis dit : Ce n'est pas possible, je ne me suis pas battu, il faut continuer la lutte. J'avais l'envie tout de suite de continuer. Je ne pouvais accepter cet armistice »[6]. Claude Lepeu, alors étudiant en classe préparatoire, partage ce même refus de la défaite : « J'étais étudiant. Mais je n'ai pas vu les Allemands à Paris, je suis parti avant, et je suis arrivé au sud de la Loire. Et, quand les Allemands sont arrivés sur la Loire, je suis redescendu jusqu'à Aubusson, dans le centre de la France, et de là j'ai entendu le discours du maréchal Pétain dans un café. Pour moi, ça a été le geste qui m'a décidé à partir. »[7]

L'environnement familial

L'éducation et l'environnement familial jouent également un grand rôle à plusieurs titres. Les familles chez qui les traditions militaires sont prégnantes contribuent à favoriser le sens de l'engagement. Plus encore, elles aident souvent les jeunes étudiants à fuir pour rallier un territoire qui continue le combat. Claude Ibos peut dire qu'« à vingt ans, on n'a aucune attache »[8], ce qui facilite le départ, mais paradoxalement, ce sont parfois les familles qui poussent les enfants à s'échapper. Partir s'engager, c'est aussi, pour de jeunes hommes, éviter l'éventualité d'être capturés par les Allemands et mis à contribution au service de l'effort de guerre ennemi. Ainsi, la mère de Jacques Bourdis pousse son frère cadet à s'engager pour poursuivre le combat. De même, Blaise Alexandre s'étonne que sa mère ne s'oppose pas à son départ, à condition qu'il emmène son frère avec lui ; tout comme Jacques Hébert qui abandonne ses études de médecine pour rejoindre l'Angleterre en compagnie de son frère Bernard, aidé par leur famille. Michel Faul qui prépare le concours d'entrée à Polytechnique se fait écrire un mot par sa mère l'autorisant à partir pour l'Angleterre. En effet, 17,5 % des futurs Compagnons ont moins de 21 ans en 1940 et sont donc mineurs selon la législation de l'époque.

La fin de la campagne de France et la signature de l'armistice en juin 1940 correspondent aussi à la période des examens. Alors qu'il passe le concours de l'École navale, Hubert Germain décide de rendre copie blanche et de rallier l'Angleterre, plutôt que de servir une armée d'occupation. Engagé dans la Résistance, David Régnier quitte le lycée Louis-le-Grand de Paris à dix-huit ans pour entrer dans la clandestinité. Maurice Halna du Fretay, lui, abandonne ses études de Droit et utilise l'allée de la propriété familiale de Bretagne comme piste de décollage et s'envole le 15 novembre 1940 à bord de son petit avion Zlín XII, avec le risque d'être abattu par la chasse allemande ou l'aviation britannique. Il est certain que la proximité géographique avec les îles britanniques favorise le départ vers l'Angleterre. Ainsi, la Bretagne est la région d'où partent un grand nombre de jeunes futurs Compagnons, de même que les Pyrénées-Atlantiques d'où appareillent des bateaux en direction de la Grande-Bretagne.

Maurice Halna du Fretay

En juillet 1940, Daniel Cordier, qui n'a pas vingt ans, fait partie de ces premiers Français ralliés au général de Gaulle. Celui qui deviendra le secrétaire de Jean Moulin évoquera plus tard le discours du chef de la France Libre qui ne les félicite pas, parce qu'ils n'ont fait « que leur devoir ». Quittant leur foyer et leurs études pour poursuivre le combat, ils ont surtout le sentiment d'être là à leur juste place. Malgré leur jeune âge, leur engagement revêt les mêmes caractéristiques que celui de leurs aînés. Avant même leur majorité, ils font le choix d'abandonner leur scolarité, de quitter leur foyer, et donnent ainsi un exemple inoubliable d'audace, de courage et de ténacité. Deux tiers d'entre eux ont payé de leur vie cet engagement à une cause à laquelle ils ont choisi de tout sacrifier : la liberté de la France.

---

1. *Les Compagnons de la Libération. Ils ont su dire non !*, réalisé par Jean-Charles Deniau, La Générale de production, 2006, 52 min.

2. Trouplin Vladimir, *Dictionnaire des Compagnons de la Libération,* Elytis, Bordeaux, 2010.

3. Muracciole, Jean-François, *Les Français libres. L'autre résistance,* Tallandier, Paris, 2009.

4. *Les Compagnons de la Libération*, réalisé par Philippe Tourancheau, © Éclectic, 2019, 52 min.

5. *Ibid.*

6. Interview par Jérôme Camilly, 1976-1978, dossier Blaise Alexandre, Musée de l'Ordre de la Libération.

7. *Les Derniers Compagnons*, réalisé par Antoine Casubolo Ferro, 2004, 4 × 26 min.

8. *Ibid.*

PARIS, LE 11 NOVEMBRE 1940

ILS ONT OUVERT LA VOIE

Maxime TANDONNET (*)

À Paris sous le joug de la Wehrmacht, la rentrée scolaire et universitaire de 1940 s'effectue dans un climat fébrile. Des tracts et des graffitis anti-allemands se répandent au Quartier Latin ; des rixes opposent étudiants et soldats d'occupation.

À la suite du discours du maréchal Pétain annonçant, le 30 octobre, que la France est entrée dans la « collaboration », quelques professeurs de lycée appellent leurs élèves à refuser la soumission au « Reich de mille ans ». Parmi eux, Jean Guéhenno rêve d'un « signe à quoi se reconnaîtront les hommes un peu fiers » (Journal des années noires).

Le cortège des étudiants de l'Institut agronomique à l'angle de l'avenue George V.

Le monde lycéen et étudiant de Paris, dans son ensemble – droite patriote, sensibilités de gauche, majorité apolitique – demeure abasourdi par la débâcle de « la première puissance militaire au monde », humilié par une défaite dont il subodore les raisons profondes, à savoir les bons sentiments pacifistes et la démission des élites dirigeantes. Ecœuré par les slogans trompeurs (« Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts »), meurtri dans son patriotisme, il est, sauf exception, hostile à l'Allemagne hitlérienne et à la collaboration. Charles de Gaulle incarne déjà sa révolte, sa fierté nationale blessée et son espérance.

Début novembre, alors que le régime de Vichy, embarrassé, tergiverse sur les modalités de célébration de la Victoire de 1918 dans le contexte de l'occupation, le Haut Commandement allemand à Paris, installé à l'hôtel Majestic, prend les devants en déclarant « prohibée sous toutes ses formes l'expression d'un souvenir insultant pour le Reich et attentatoire à l'honneur de la Wehrmacht ». Dès lors, le 8, sur ordre de Vichy, le recteur de Paris, Gustave Roussy, fait afficher un avis dans les lycées et les facultés : « Les cérémonies commémoratives n'auront pas lieu. Aucune démonstration publique ne sera admise ». La presse parisienne relaie cet oukase : « Aucune cérémonie ni manifestation le 11 novembre ».

De nombreux lycéens et étudiants ressentent l'interdit comme un outrage. Elevés dans le culte des morts de la Grande guerre, la cérémonie du 11 novembre est au cœur de leur patriotisme, de leur identité. Au Quartier latin, des tracts sont rédigés et imprimés par les « corpos » des facultés de lettres et de droit, au Centre d'entraide des étudiants de Claude Bellanger, fondateur du réseau de résistance Maintenir : « Le 11 novembre, à 17 heures 30, tu honoreras le Soldat inconnu ». La rumeur d'un rassemblement le 11 novembre à l'Etoile se propage de bouche à oreille dans les lycées parisiens.

« Le dégoût et la sottise »

En ce lundi maussade, le rassemblement s'effectue dans la confusion. Deux lycéens de Jeanson-de-Sailly, Igor de Schotten et Claude Dubost, déposent une immense croix de Lorraine bleue, offerte par un fleuriste lorrain, M. Landrat, devant la tombe du Soldat inconnu. Des jeunes affluent de tous les quartiers de Paris, dans l'indifférence initiale des rares Allemands qui flânent sur les Champs Elysées. La manifestation se développe sous la forme de petits groupes qui montent vers l'Etoile. Les slogans sont à l'image d'un mouvement d'inspiration profondément unitaire et patriote, placé sous le signe du

ralliement au chef de la France Libre : « vive la France », « vive de Gaulle », « à bas Hitler ». Quelques manifestants, alliant ironie et insolence, brandissent « deux gaules » – cannes à pêche – face aux Allemands interloqués et clament : « vive de… ». Une sentinelle allemande est molestée devant l'hôtel Claridge ; les locaux d'un mouvement fasciste français sont envahis et saccagés.

A dix-huit heures, 3 à 5 000 lycéens et étudiants – un dixième de l'effectif du rectorat – sont groupés autour de l'Arc de triomphe et entonnent *La Marseillaise*. Un régiment de la *Wehrmacht* donne l'assaut, destiné à capturer un maximum de manifestants mais pas à tuer, en cette période où Hitler veut entraîner la France dans une alliance militaire contre la Grande-Bretagne.

Quinze sont blessés dont quatre grièvement, par balles et jets de grenades. Cent vingt-trois sont capturés par les Allemands, dont une majorité de lycéens, soumis à des simulacres d'exécution et de sévères passages à tabac, emprisonnés et martyrisés pendant un mois à la Santé et au Cherche-Midi alors que leurs parents, sans nouvelles, les croient morts ou en déportation. Plus d'un millier sont en outre interpellés et interrogés par la police parisienne, qui cherche notamment à savoir, comme chef d'inculpation, s'ils ont chanté *La Marseillaise*... La plupart sont relâchés dans la nuit, trente-quatre remis à l'armée allemande. Abasourdi par l'absurdité de la situation – une police réprimant le patriotisme de sa jeunesse – Jean Guéhenno, professeur de « khâgne » dans trois lycées parisiens, se voit « submergé par le dégoût et la sottise ».

Premier signe de la fracture entre le régime de Pétain et une partie de l'opinion publique, en particulier « la jeunesse », au centre du discours sur « la Révolution nationale », cette manifestation accable les autorités de Vichy. Leur premier réflexe, par ordre personnel du maréchal, est de révoquer le recteur Roussy, tenu pour responsable des troubles, remplacé par l'historien de l'antiquité Jérôme Carcopino.

Un signal décisif

Le régime se divise sur l'interprétation des faits. Pierre Laval dénonce une manœuvre téléguidée depuis Londres au lendemain de sa rencontre avec Goering pour faire échouer le rapprochement entre la France et l'Allemagne hitlérienne. Certains ministres hostiles au vice-président du Conseil, dont Paul Baudouin, en charge de la jeunesse, y lisent un désaveu populaire de la politique de collaboration. Ils invoquent auprès de Pétain la révolte du 11 novembre à l'appui de leur demande visant à obtenir la révocation de Laval. Dans la même charrette que celui-ci, limogé le 13 décembre, se trouve le doyen Ripert, ministre de l'Instruction publique, dont les événements de l'Etoile ont souligné, aux yeux du Maréchal et de son entourage, l'incapacité à encadrer la jeunesse intellectuelle.

Le général en chef Otto Von Stülpnagel, réputé pour sa dureté, est ulcéré de cette marque d'insoumission. Dans son rapport à Berlin, il en minimise la portée, présentant la manifestation comme un simple monôme. Le Haut Commandement se trompe sur la nature du mouvement, l'attribuant, à tort, à un groupuscule d'étudiants gauchistes. Les représailles collectives touchent d'ailleurs le seul Quartier latin, épargnant les lycées : fermeture des facultés, bouclage du Quartier, obligation pour les étudiants de pointer quotidiennement au commissariat, éloignement de Paris des provinciaux. Ce dispositif est levé fin décembre à la suite des démarches du nouveau recteur, Jérôme Carcopino qui se porte « garant de l'ordre public » à l'Université de Paris auprès de l'hôtel Majestic.

La manifestation est vilipendée par les partis et la presse ultra-collaborationnistes qui y voient le fruit d'un complot gaulliste, judéo maçonnique, socialo-communiste, royaliste, et jugent modérées les représailles allemandes... « Les pourris ont gagné » titre L*a France au Travail*. Jacques Doriot fustige « Monsieur Galopin, gosse de riche»…

La première réponse de la France

Le geste des jeunes Parisiens est exalté le lendemain même à Londres par Jacques Duchesne dans l'émission *les Français parlent aux Français*. Le récit de la manifestation bouleverse de Gaulle qui traverse une période de doute à l'issue de son périple africain, marqué par l'échec du débarquement à Dakar, alors que les obstacles et les désaccords avec Churchill s'accumulent. Le Général écrit dans ses *Mémoires de guerre* : « La manifestation des étudiants de Paris, se portant en cortège derrière deux gaules, et dispersée par la Wehrmacht à coups de fusils et de mitrailleuses, (nous) donnait une note émouvante et réconfortante ».

Le rassemblement de l'Etoile fut, selon de Gaulle, la première réponse de la France à l'Appel du 18 juin. Il a joué un rôle décisif, en zone occupée, dans l'affirmation de la légitimité de la France Libre. Le préfet de police, Roger Langeron en témoigne dans son journal *Paris, juin 1940* : « Depuis le 11 novembre, progrès sensible de la propagande gaulliste. La manifestation a certainement donné de la vigueur à la propagande anti-allemande et à l'action des partisans de Charles de Gaulle ». La manifestation du 11 novembre 1940 fut un ferment de la Résistance, un signal décisif de la popularité croissante du Général. Elle contribua ainsi à préparer sa reconnaissance comme chef de la France en lutte contre l'Allemagne nazie.

(*) Haut fonctionnaire, essayiste et historien, Maxime Tandonnet est notamment l'auteur de *1940 : un autre 11 novembre* (Tallandier, 2009), *Histoire des présidents de la République* (Perrin, 2013) et *Georges Bidault, de la Résistance à l'Algérie française* (Perrin, 2022)

RÉNÉ CASSIN ET L'ÉDUCATION 1940-1943

Jean-François MURACCIOLE (*)

René Cassin s'impose, en 1940-1941, comme une sorte de « chancelier de la France libre », conseiller juridique du général de Gaulle et inspirateur du tournant politique de l'automne 1940. On connaît moins son rôle en matière éducative, symbolisé par deux grands projets : la démocratisation de l'enseignement secondaire après la guerre et la fondation d'une Université de la France Libre.

À l'été 1941, les Britanniques proposèrent aux gouvernements en exil à Londres de centraliser leurs réflexions pour l'après-guerre. Toutefois, façon d'exprimer la souveraineté de la France Libre, de Gaulle préféra constituer ses propres commissions avant de rejoindre, à l'été 1942, le cadre interallié. En septembre 1941, lors de la création du Comité national français, Cassin hérita d'un commissariat à la Justice et à l'Education nationale. Même si Cassin perçut douloureusement cette nomination, assimilée par lui à une rétrogradation, il se mit à la tâche. En décembre, un décret institua quatre « commissions d'étude des problèmes de l'après-guerre ». Le décret énumérait quatre domaines : « Problèmes de défense nationale » ; « Problèmes de politique extérieure générale » ; « Problèmes nationaux et internationaux d'ordre économique, social et financier » (Hervé Alphand) ; « Problèmes d'ordre juridique et intellectuel » (René Cassin). En réalité, les deux premières commissions ne virent pas le jour et seules les commissions Alphand et Cassin travaillèrent, de l'été 1942 au printemps 1943.

La commission Cassin se subdivisa en deux sous-commissions : l'une d'elles, sous la direction du professeur Joseph Cathala, étudia les « Problèmes intellectuels et de l'enseignement », tandis que la seconde commission, présidée par Cassin lui-même jusqu'à l'arrivée à Londres, au printemps 1942, du député socialiste Félix Gouin, fut chargée de la vaste question de la « Réforme de l'Etat ». Le fonds privé René Cassin, conservé aux Archives nationales, révèle le soin jaloux que Cassin apporta à la direction des travaux de ces deux sous-commissions.

La composition de la sous-commission Cathala révélait une grande diversité, reflet de l'hétérogénéité du microcosme londonien : des militaires, comme le médecin-général Adolphe Sicé, des universitaires, comme Joseph Cathala lui-même, professeur de chimie à l'Université de Toulouse avant la guerre, ou l'historien Paul Vaucher, des personnalités liées au monde politique comme le journaliste démocrate-chrétien Maurice Schumann, le socialiste Henri Hauck ou le syndicaliste Yvon Morandat.

La commission Cathala étudia deux grands dossiers que l'on ne peut qu'évoquer ici à gros traits : la solution de la querelle laïque et la démocratisation de l'enseignement secondaire, dossiers sur lesquelles elle se caractérisa par la hardiesse de ses propositions. A l'image des penseurs de la Résistance intérieure (Marc Bloch ou Claude Bellanger), les réformateurs de la France Libre étaient angoissés par les « ferments de division » entre les Français, ce qui les conduisait à une redéfinition audacieuse de la laïcité. Dans son rapport final, tout en proposant l'introduction facultative de l'enseignement religieux dans les écoles publiques, la sous-commission Cassin-Cathala avançait une solution révolutionnaire même s'il lui fut impossible d'en préciser les contours juridiques : fusionner école publique et école privée dans le cadre d'une Université indépendante de l'Etat et gérée par les représentants des enseignants, des parents d'élèves et des syndicats ouvriers et patronaux.

La question de la démocratisation

Epousant en la matière l'esprit du Front populaire (cf les « activités dirigées » de l'ancien ministre de l'Education nationale Jean Zay), la commission appelait également de ses vœux une importante refonte de la pédagogie, fondée sur une insistance plus grande donnée aux activités d'éveil, à l'éducation physique et, inversement, sur une diminution de l'accumulation du savoir livresque. La dénonciation du caractère trop intellectuel et trop abstrait de l'enseignement de la IIIe République constitue un saisissant lieu commun de la pensée des années de guerre que l'on retrouve aussi bien à Londres que sous la plume des hiérarques de la Révolution nationale ou sous celle de la plupart des intellectuels de la Résistance intérieure.

Restait la question fondamentale de la démocratisation, qui irrigue toute la pensée de la Résistance. L'accord est unanime pour considérer que l'école de la III[e] République, malgré les proclamations de ses fondateurs, n'était pas suffisamment démocratique. Cette école produisait des élites puisées parmi des couches trop étroites de la société, elles-mêmes parfois peu convaincues des mérites du système démocratique. Cette élite, qui plus est mal éduquée en raison des vices pédagogiques de l'enseignement français, a fait faillite en 1940 et elle a entraîné le pays dans sa chute. En conséquence, le projet de la Résistance vise à démocratiser l'école, à faire en sorte que de son sein émergent les « vraies élites », c'est à dire les élites puisées dans les racines populaires de la nation. Cette formule extraite de *Combat* (avril 1943), et qui inspirera le passage consacré à l'éducation de la *Charte* du CNR de mars 1944, résume la pensée de la Résistance : « L'instruction,

réellement ouverte à tous, sera inséparable de l'éducation (...) Elle tirera ainsi du sein de la nation les élites réelles et permettra leur renouvellement constant. Une élite qui ne se renouvelle pas est une élite qui meurt ».

A Londres, en 1942-1943, la sous-commission Cassin-Cathala s'efforça de définir les fondements généraux d'une réforme de l'enseignement. Rappelons que la IIIe République avait opéré la démocratisation de l'enseignement primaire sans vraiment toucher au caractère élitiste et malthusien du secondaire. La seule vraie réforme en la matière résida dans l'établissement de la gratuité du secondaire public, amorcée par le Cartel des gauches d'Edouard Herriot en 1924 et achevée par la droite de Tardieu et Laval en 1931. Au sortir de l'école primaire, l'écrasante majorité des élèves se dirigeaient vers des cycles courts (cours complémentaires, Ecoles primaires supérieures - EPS, collèges modernes), sorte de « faux secondaire » sans latin ni philosophie, où prévalait une logique professionnelle. Le certificat d'études primaires ou le brevet venaient couronner ces études courtes. Seule une infime minorité des élèves, le plus souvent issus de la bourgeoisie, se dirigeaient vers le lycée. Commençant en classe de 6e, celui-ci délivrait un enseignement de haute tenue fondée sur les humanités et les mathématiques. En 1939, à peine 7% d'une classe d'âge obtenaient le sacro-saint baccalauréat encore considéré comme un véritable « brevet de bourgeoisie ». Attachée à la démocratisation, la commission proposa d'étendre à 16 ans l'obligation scolaire (le Front populaire venait de l'établir à 14 ans en 1936), tout en n'introduisant pas d'orientation avant l'âge de 14 ans. Cela revenait, au moins pour le premier cycle du secondaire, à réaliser « l'école unique », la fusion du lycée et du faux secondaire qu'était le « primaire supérieur », une revendication des syndicats enseignants et des partis de gauche de l'entre-deux-guerres.

Après la formation du CFLN (juin 1943), René Cassin délaissa les questions éducatives pour prendre la présidence, à Alger, du Comité juridique qui faisait office de Conseil d'État. Pour autant, la graine que Cassin avait semée à Londres continuait sa croissance. A Alger, sous l'autorité de René Capitant, commissaire du CFLN à l'Education nationale, une « commission de réforme de l'enseignement » fut formée. Présidée par le latiniste Marcel Durry, futur doyen de la Sorbonne, et composée essentiellement d'enseignants et de chercheurs, tels Francis Perrin, Louis Gernet ou Henry Laugier, cette nouvelle commission se réunit de mars à août 1944 et dessina les grands axes de la démocratisation de l'enseignement secondaire des années 1950-1960. On sait qu'il revint à la Ve République, de la loi Berthoin de 1959 à la loi Haby de 1975, d'achever la réforme du « collège unique » et de la généralisation des études secondaires. La commission supervisée par Cassin marqua donc une étape programmatique importante dans cette évolution. La conclusion de son rapport général de l'été 1943 était sans équivoque : « D'expérience, nous avons la conviction que tous les enfants ont vocation à suivre des études secondaires ».

Une Université de la France libre : Londres, New York, Beyrouth ou Alger ?

Lancée par Cassin, l'idée était ambitieuse et s'inscrivait dans le projet gaullien : contre Vichy et sa politique d'abandon, il s'agissait de créer une Université libre, témoin à la fois du rayonnement intact de la France et de la légitimité du combat des Français libres. Mais où et avec quels enseignants fonder pareille Université ? Londres était exclu tant le microcosme français libre de 1940-1942 faisait figure de « désert culturel ». Certes, quelques personnalités du monde intellectuel avaient gagné Londres : ainsi René Cassin, Joseph Cathala, Raymond Aron ou, un peu plus tard, Jacques Soustelle. Le lycée français de Londres et l'Institut français, dirigé par Denis Saurat, complétaient un maigre tableau. Cassin songea, bien sûr, à New York où une brillante communauté intellectuelle française s'était exilée. Pour des raisons diverses (refuge politique, hasard des affectations diplomatiques, fuite des cerveaux européens déjà organisée par les puissantes institutions culturelles et scientifiques américaines, telle la Fondation Rockfeller), résidait à New York un impressionnant aréopage de savants, d'artistes et d'intellectuels français. Les rangs de la littérature étaient particulièrement serrés autour de Paul Morand, d'André Maurois, de Saint-John Perse (alias Alexis Leger, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay), de Jules Romains, d'André Breton, de Roger Caillois, de Georges Bernanos, d'Antoine de Saint-Exupéry. L'art français était illustré par le sculpteur Zadkine et les peintres Hélion, Carlus ou Ozenfant. On relevait encore la présence du philosophe Jacques Maritain, du critique René Etiemble, de l'historien d'art Henri Focillon, du juriste Boris Mirkine-Guezevitch, de l'ethnologue Claude Lévi-Strauss, du sociologue Louis Rapkine, des physiciens Henri Laugier et Jean Perrin, lui-même accompagné de son fils Francis, du mathématicien Jacques Hadamard. Certes, tous n'étaient pas gaullistes. Leger, Morand et Maurois, liés à la journaliste Geneviève Tabouis, animaient d'actifs cercles antigaullistes, forts de leurs entrées dans les hautes sphères de l'administration rooseveltienne. Certains, tel Breton, affichaient une neutralité délibérée. Cependant, la majorité de ces brillants émigrés penchaient pour la France Libre. En février 1942, à l'initiative de Focillon, de Mirkine-Guezevitch et de Maritain, fut fondée l'Ecole libre des Hautes études de New York. Elle se fixait un double objectif : affirmer le rayonnement culturel de la France en diffusant librement, sur le modèle du Collège de France, un enseignement de très haut niveau, mais aussi contribuer au relèvement de la France en formant des commissions d'études qui réfléchiraient aux réformes de la Libération.

Toutefois, l'opération n'était pas sans danger. Non seulement New York n'était pas terre française, mais les intellectuels de New York, bien que sincèrement ralliés à la cause du général de Gaulle, n'entendaient pas se retrouver embrigadés et défendaient fermement le principe de l'indépendance de leur institution. Pendant l'affrontement

Giraud-de Gaulle, la plupart d'entre eux adoptèrent une attitude de prudente neutralité.

On songea alors à Beyrouth. La capitale du Levant français présentait l'atout considérable de se retrouver, depuis les événements de juin 1941, sous le contrôle de la France Libre. On comprend ainsi aisément pourquoi le général Catroux, délégué général de la France Libre au Levant, défendait avec détermination le choix de Beyrouth. Enfin, on ne partirait pas de rien, dans la mesure où il existait à Beyrouth, depuis la fin du XIX^{e} siècle, un établissement d'enseignement supérieur français. Cet établissement, fondé et dirigé par les Jésuites, avait été promu par ces derniers au rang quelque peu usurpé « d'Université Saint-Joseph ». Pourtant, Cassin et de Gaulle lui-même, en dépit des appels répétés de Catroux, rejetèrent l'hypothèse levantine. D'abord, en raison de la médiocrité du corps enseignant local, incapable de rivaliser avec l'aréopage new-yorkais. Ensuite, et surtout, en raison du caractère confessionnel de l'Université Saint-Joseph. Installée à Beyrouth, l'Université de la France Libre aurait dû assumer soit un caractère au moins semi-confessionnel, ce qui n'aurait pas manqué de choquer la majorité des résistants de l'intérieur et de certains Français libres (R. Cassin et Hauck étaient de sourcilleux défenseurs de la laïcité), soit l'expulsion ou la dépossession des Jésuites, autant de perspectives impensables aux yeux du Général.

Finalement, après la fondation du CFLN, les gaullistes héritèrent de l'Université d'Alger, qui présentait le double avantage de se trouver en terre française et de posséder un personnel enseignant de qualité (René Capitant, Marcel Durry, Louis Gernet). Au reste, les plus gaullistes des intellectuels new-yorkais, comme Henri Laugier (nommé recteur de l'Académie d'Alger) ou Francis Perrin, quittaient alors l'Amérique et venaient s'installer à Alger. En décembre 1943, Capitant, commissaire à l'Education nationale du CFLN, présidait solennellement la rentrée de l'Université d'Alger, dans laquelle il avait lui-même enseigné et qui, comme il le rappelait alors, était ainsi rendue à la liberté.

L'affaire de la naissance deux fois avortée d'une Université de la France Libre illustre la volonté du mouvement gaulliste de placer la culture au service de son projet politique. *A contrario*, elle souligne aussi la difficulté que les gaullistes rencontrèrent chez des intellectuels qui plaçaient leur indépendance politique au-dessus du ralliement aveugle à un mouvement dont ils affirmaient pourtant la légitimité. S'il serait exagéré de parler de malentendu entre de Gaulle et le monde intellectuel résistant, au moins est-il possible de distinguer deux modalités de l'engagement politique contre Vichy. René Cassin, lui-même issu du monde universitaire, ne put trancher entre les options disponibles.

René Cassin

(*) Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paul Valéry de Montpellier, spécialiste de la Résistance et de la France Libre, Jean-François Muracciole a publié *Les Enfants de la défaite : la résistance, l'éducation et la culture* (Presses de Sciences Po, 1998)

RÉNÉ CASSIN : « POUR L'HONNEUR ET L'ÉNERGIE »

« 28 octobre 1940 – Une vie entière de travail, de réflexions et d'orientation vous pousse, au moment suprême, à des décisions instantanées dont on recelait le secret sans le connaître soi-même.

Depuis l'âge de six ans, j'ai les yeux tournés sur la Patrie, le rôle de la France, son indépendance. Et me voilà maintenant un de ceux qui portèrent le poids et l'honneur de défendre son visage… Hélas ! contre tant de forces ennemies et d'abord le découragement du peuple français, je pense aux miens. Puissions-nous avoir la force de vaincre sans trop nous tromper ! Si mon nom entre dans l'Histoire, que ce soit pour l'honneur et l'énergie ! »

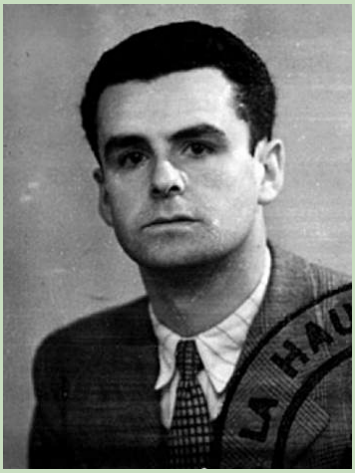
(*Carnets 1940-1941*, cités par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, in *De Gaulle, la République et la France Libre*, Perrin, collection « Tempus », p. 201)

Jean Cavaillès, Jean-Pierre Vernant, deux professeurs dans la Résistance

Clotilde de Fouchécour

Deux philosophes qui furent aussi des hommes d'action et de grandes figures de la Résistance intérieure. Tous les deux ont été reconnus comme des Compagnons de la Libération par le général de Gaulle.

Jean Cavaillès (1903-1944)



Jean-Pierre Vernant (1914-2007)

Camp d'internement de Saint-Paul-d'Eyjeaux, 29 novembre 1942. Ce soir-là, l'ancien secrétaire de Marx Dormoy, Georges Rougeron, note dans son journal de captivité : « Cet après-midi, conférence au foyer par le professeur Cavaillès, titulaire de la chaire de philosophie à l'Université de Strasbourg, adjoint à la chaire de logique et de philosophie comparée à la Sorbonne, interné depuis quinze jours ». Le sujet de la conférence ? « Descartes et le discours de la méthode ». Rougeron loue « l'élévation de la pensée et l'effort de vulgarisation du conférencier » avant d'ajouter non sans humour : « Un certain nombre de camarades ont cependant été déçus, car ils s'attendaient à apprendre des tours inédits de coinché ou de belote ! »

Jean Cavaillès ne fut pas le seul Compagnon à avoir été à la fois résistant et enseignant – Georges Bidault était professeur au Lycée du Parc à Lyon lorsqu'il est entré dans le comité directeur du mouvement *Combat* -, mais son parcours est remarquable à double titre : en tant que philosophe-résistant, mais aussi par la singularité de son parcours de résistant.

Une grande figure de la Résistance intérieure

Lorsqu'il entre en Résistance, au mois de novembre 1940, avec son amie Lucie Aubrac, enseignante elle-aussi, Emmanuel d'Astier de La Vigerie et Georges Zérapha, membre fondateur de la LICA (future LICRA), Jean Cavaillès est à moins de quarante ans l'un des esprits les plus prometteurs de sa génération. Entré major à l'École Normale Supérieure - condisciple de Jean-Paul Sartre et de Raymond Aron -, licencié en mathématiques, agrégé de philosophie et docteur en philosophie des mathématiques, il présente tous les attributs de l'intellectuel que l'on imaginerait enfermé dans sa tour d'ivoire. La guerre le surprend alors qu'il est maître de conférences à l'Université de Strasbourg.

Pour être épris d'abstraction, amateur de poésie et de musique, Jean Cavaillès n'en est pas moins un homme d'action, un montagnard qui affectionne les ascensions dans les Pyrénées. Au ciel des Idées platonicien ou à la dialectique marxiste, il préfère l'*Ethique* de Spinoza. Issu d'une famille protestante, il s'intéresse au mouvement œcuménique chrétien autour d'Emmanuel Mounier, philosophe personnaliste et de sa revue *Esprit* et garde les yeux ouverts sur les désordres du monde : il s'est intéressé à la sociologie dans le cadre du *Centre de documentation sociale* où il a succédé à son condisciple, Marcel Déat. Germaniste, il a plusieurs fois séjourné en Allemagne et signe avec ses collègues de Strasbourg en janvier 1939 un appel contre l'antisémitisme. Aussi, loin de s'opposer, le philosophe et le résistant ne font qu'un, animés par une morale de l'action et un refus de l'asservissement. Fait prisonnier à l'issue de la bataille de France, Cavaillès s'est aussitôt évadé et, un mois après sa conférence sur Descartes, le 29 décembre 1942, prisonnier de Vichy cette fois-ci, il s'évade de nouveau.

Le parcours de Jean Cavaillès résistant est par lui-même remarquable. Pour reprendre les mots de l'historien Laurent Douzou, Cavaillès fut « successivement, et chaque fois pour un temps *simultanément*, le cofondateur d'un noyau qui allait devenir l'un des Mouvements les plus puissants de zone Sud, le dirigeant écouté et influent d'un Mouvement de zone Nord, le chef d'un très vaste et remarquable réseau enfin. A ces divers titres, il fut un interlocuteur très écouté des services de la France Libre ». En effet, après des débuts difficiles, le noyau de Clermont-Ferrand, baptisé la « La Dernière Colonne », a décidé de lancer un journal clandestin. Son titre a été choisi par Cavaillès : *Libération*. « Libération Sud » était né. Ce printemps 1941, Cavaillès est appelé par Gaston Bachelard à la Sorbonne pour occuper la chaire de méthodologie et logique des Sciences. Tout en poursuivant ses activités d'enseignement, Cavaillès contribue avec Christian Pineau au développement de « Libération Nord » et à la mise en place de liaisons avec Londres. Partisan de l'action contre les « prudents », il crée alors le réseau « Cohors », qui comptera près de mille membres dont un quart sera arrêté. Cavaillès fait appel au physicien Yves Rocard, à des

enseignantes – Marie-Rose Zerling, Claire Lejeune….-. Renseignement militaire, interception de codes, sabotages, fabrication de papiers d'identité, préparation de terrain de parachutage fournissent une documentation et une aide précieuse pour le BCRA (le Bureau Central de Renseignement et d'Action de la France Libre). Mais Cavaillès et Pineau sont arrêtés en septembre 1942 alors qu'ils s'apprêtaient à gagner Londres.

Si, après son évasion, Cavaillès œuvre pour l'unification des forces de la Résistance et rencontre à cette fin Pierre Brossolette en janvier 1943, il est de moins en moins un homme d'appareil. Le 24 mars 1943, il parvient dans la capitale britannique avec, dans ses bagages, « La Déchirée », statue allégorique qu'il est chargé de remettre au général de Gaulle pour sceller le ralliement de « Libération Nord » à la France Libre. Il y retrouve son condisciple Raymond Aron, critique à l'égard du général de Gaulle, et se trouve confronté, à son retour, aux luttes d'influence, aux querelles de personnes et de partis qui divisent la résistance intérieure en zone Nord. Il quitte alors le comité directeur de « Libération Nord » pour se concentrer sur « Cohors » déjà infiltré par l'*Abwehr* (le service de renseignement militaire allemand). Arrêté le 28 août 1943, puis relâché, il est hébergé par un membre du Comité de Résistance universitaire clandestin. De nouveau arrêté à la mi-novembre et torturé rue des Saussaies, il est transféré à Arras, où il comparaît devant un tribunal militaire allemand et, malgré les démarches effectuées en sa faveur, y compris par Vichy, Cavaillès est exécuté, le 5 avril 1944. Sa dépouille a été transférée en 1946 avec onze autres universitaires dans la crypte de la chapelle de la Sorbonne.

Si, des grandes figures de la Résistance intérieure disparues tragiquement, Cavaillès est l'un des moins connus, cela tient peut-être au caractère quelque peu intimidant de son œuvre. Mais pour ceux à qui son nom dit quelque chose, Cavaillès est un « mythe », dans la mesure, comme l'écrivait Pascal Copeau, qui participa à l'aventure de « Libération Sud », « la nature et la force de la Résistance sont mythiques. Car les mythes peuvent être action. »

Le parcours de Jean-Pierre Vernant

Ce qui nous conduit vers un autre Compagnon, lui aussi un philosophe en action : Jean-Pierre Vernant, l'auteur de *Mythe et pensée chez les Grecs* (1965), devenu un classique.

Né en 1914, de onze ans le cadet de Cavaillès, Jean-Pierre Vernant étudia la philosophie à la Sorbonne et il fut reçu premier à l'agrégation en 1937. Comme discipline scientifique (obligatoire pour les agrégatifs de philosophie), il choisit l'ethnologie à l'École des Hautes Études. Comme Cavaillès, c'est un montagnard. Membre du Club alpin, il obtient pour son service militaire une affectation dans une unité alpine, à Modane. Mais ce n'est pas en Norvège qu'il est envoyé au début de la guerre : il doit rejoindre dans la Sarthe un camp d'élèves officiers, avant qu'un nouvel ordre de mission ne l'envoie pour Laon, le 13 mai 1940, le jour même de la percée de Sedan par les forces motorisées allemandes.

Jean-Pierre Vernant, son épouse et son frère, lui aussi agrégé de philosophie, se trouvent ainsi pris dans la débâcle. Une anecdote qu'il rapporte est éloquente. Dans la gare de Laon en feu, son frère décroche le téléphone, qui sonne dans le vide : « Il était pâle, tout à fait, et il me dit : "C'est Soissons qui appelle." "Ah oui qu'est-ce qu'ils demandent ?" "Ils demandent si les Allemands sont là." Mais, tandis qu'ils progressent difficilement dans la débâcle générale en direction de Soissons, ils tombent sur « la colonne motorisée des chars que commandait de Gaulle. » Jean-Pierre Vernant se souvient : « Quand j'ai vu ça, je me suis dit : "Tiens, bon ! Il y a quand même quelque chose qui tient à peu près !" »

Il est alors nommé professeur de philosophie en classes préparatoires au Lycée Pierre de Fermat de Toulouse, en remplacement de Georges Canguilhem qui a préféré démissionner. Son engagement dans la Résistance commence dès l'été 1940 par des tracts dont l'un (« Vive l'Angleterre pour que vive la France ! ») est destiné à contrer l'anglophobie suscitée par Mers el-Kébir. Son frère, engagé à Clermont-Ferrand auprès de Cavaillès et Lucie Aubrac, une amie, le dirigent vers « Libération Sud ». Les sociabilités universitaires préexistantes ont ainsi favorisé l'entrée en Résistance : elles constituent des viviers pour le recrutement et les affinités intellectuelles favorisent les ralliements. Puis Vernant se tourne vers l'Union Fédérale des Étudiants, proche du parti communiste, pour recruter à son tour avant d'évoluer vers la Résistance militaire. Après l'occupation de la zone sud par les Allemands, il prend la direction de l'Armée Secrète en Haute-Garonne. Son poste au Lycée lui sert un temps de couverture, avant de se consacrer entièrement à la Résistance militaire puis de retourner, une fois démobilisé, vers l'enseignement.

Jean Cavaillès a été reconnu Compagnon de la Libération à titre posthume, par décret du 20 novembre 1944 et Jean-Pierre Vernant par décret du 18 janvier 1946.

JEAN-PIERRE VERNANT : « L'HOMME EST UN PONT »

« Pour être soi, il faut se projeter vers ce qui est étranger, se prolonger dans et par lui. Demeurer enclos dans son identité, c'est se perdre et cesser d'être. On se connaît, on se construit par le contact, l'échange, le commerce avec l'autre. Entre les rives du même et de l'autre, l'homme est un pont. »

(La Traversée des apparences, Seuil, 2004)

MÉDAILLÉS DE LA RÉSISTANCE

Seuls deux établissements d'enseignement civils ont été décorés de la Médaille de la Résistance française. Elèves, étudiants et enseignants ont donné l'exemple d'une résistance collective

LE LYCÉE LALANDE DE BOURG-EN-BRESSE

Héritier d'un collège de jésuites fondé au XVII[e] siècle, devenu lycée à la fin du XIX[e] siècle, le lycée Lalande – ainsi baptisé en hommage au grand astronome natif de Bourg-en-Bresse – est un foyer de résistance dès 1941. Sous la direction du maître d'internat Hugues Barangé et d'un élève de Seconde, Marcel Thénon, une trentaine d'élèves commence à diffuser des journaux clandestins et à organiser des manifestations contre le STO. En 1942, un groupe d'élèves lié au mouvement Libération rejoint les Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP), qui regroupent une douzaine d'organisations de toutes obédiences politiques et religieuses. Après la destruction de fichiers du STO à Bourg-en-Bresse, Barangé est fusillé et Thénon déporté. Leurs successeurs, le moniteur d'éducation physique Marcel Cochet et l'élève Paul Morin (futur maire de Bourg-en-Bresse) sont arrêtés et déportés. En 1943, des affrontements entre des étudiants et l'armée d'occupation entraînent dix arrestations suivies de déportations. Le 5 juin 1944, la Milice fait irruption au lycée pendant les épreuves du baccalauréat et arrête de nombreux élèves et des professeurs. Après le débarquement de Normandie, la résistance étudiante s'intensifie : sabotages de voies ferrées, harcèlements de troupes ennemies, participation aux combats du maquis de l'Ain. En tout 32 élèves sont tués ou fusillés et 20 sont déportés. Un décret du 3 octobre 1946 a attribué au lycée Lalande de Bourg-en-Bresse la Médaille de la Résistance française.

F. Br.

Bibliographie

Histoires peu ordinaires de lycéens ordinaires, ouvrage collectif édité par l'Association Résistance lycée Lalande (à lire en ligne)

L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG (1940-1944)

Dès le début de la guerre, l'université de Strasbourg se replie à Clermont-Ferrand. Ses sept facultés vont y poursuivre leur enseignement en affrontant les pressions de Vichy et de l'occupant. « Elle incarne la continuité des institutions universitaires, la permanence de l'Alsace française et le refus de l'oppression nazie », écrit l'historien Georges Bischoff. Refusant de regagner Strasbourg, annexée par le Reich, et de plus en plus méfiants envers la Révolution nationale, étudiants professeurs et personnels administratifs adhèrent aux mouvements de résistance de zone Sud (Libération-Sud, d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie et Jean Cavaillès, Liberté, de Marcel Prélot et René Capitant, Franc-Tireur, de Jean-Pierre Lévy). Le 24 juin 1943, le résistant Georges Raynaud est pris dans une souricière et abat deux Allemands. Immédiatement, la *Gestapo* lie cette affaire à l'Université de Strasbourg. Le soir-même, une soixantaine de SS encerclent le foyer l'université et conduisent ses occupant dans la prison du 92[e] régiment d'infanterie, avant de les transférer à la prison centrale de Moulins. Les Juifs partent vers Drancy et Auschwitz. Aucun n'a survécu. Presque tous les autres sont transférés à Buchenwald. Le 25 novembre 1943, la *Gestapo* et la *Wehrmacht* arrêteront un demi-millier d'enseignants, dont 130 seront déportés. Un décret du 31 mars 1947 a attribué la Médaille de la Résistance avec rosette à l'Université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand.

F. Br.

Bibliographie

Georges Bischoff, « *Strasbourg-Clermont, l'Université de la Résistance* », Revue d'Histoire et de Philosophie religieuses, 91-3, 2011, p. 339-351 (à lire en ligne)

François-Yves Guillin* : « Les raisons de résister »

« Quelles étaient les raisons de résister dès octobre 1940 ?

Le Patriotisme. Sentiment indéniable existant chez beaucoup d'élèves du lycée Lalande comme chez beaucoup de citoyens français. Il apparaissait intolérable de voir ou de savoir les deux tiers du pays, et Paris, occupés par l'Allemand. Il ne s'agissait pas d'un esprit de revanche stérile, mais d'un refus de l'abandon de la culture, de l'histoire, du patrimoine de la France.

La Liberté. L'occupation allemande étant bel et bien accomplie, le Français, notamment celui de la zone occupée, à peine remis de l'énorme choc qui l'atteignait, à peine conscient du bouleversement qu'il venait de subir, ressentit une frustration qui ne fit que s'accroître au cours des années suivantes. La perte de la liberté, notamment la liberté de la presse, de l'expression fut d'autant plus sensible que l'étau nazi se resserra de 40 à 44.

L'abolition de la République. (Corollaire de la précédente raison de résister), fut une des conséquences des pleins pouvoirs accordés à Pétain et à son gouvernement. Disparition de la constitution parlementaire, et institution de "l'Etat Français", avec ses pouvoirs autarchiques. Le régime démocratique était aboli, ridiculisé par la Presse. »

* Ancien élève du lycée Lalande de Bourg-en-Bresse jusqu'en 1941, François-Yves Guillin (1921-2020), entreprend des études de médecine tout en devenant agent de liaison du général Charles Delestraint, chef de l'Armée Secrète. Après l'arrestation de ce dernier (juin 1943), il rejoint le maquis de l'Ain. Après la guerre, il deviendra médecin rhumatologue et soutiendra une thèse de doctorat en histoire sur son ancien chef, dont il tirera une biographie de référence (*Le général Delestraint, premier chef de l'Armée Secrète*, Plon, 1995)

GEORGE GUINGOUIN, INSTITUTEUR ET RÉSISTANT

Fabrice GRENARD (*)

Instituteur et militant communiste devenu chef des FFI de la Haute-Vienne en 1944, Georges Guingouin apparaît comme l'un des chefs de maquis les plus emblématiques, en étant souvent qualifié de « premier maquisard de France » et de « préfet du maquis ». Il représente l'un des meilleurs exemples de ces instituteurs qui se sont engagés précocement contre le régime de Vichy et ont joué un rôle essentiel au sein de la Résistance

Né le 2 février 1913 à Magnac-Laval, Georges Guingouin a grandi aux côtés de sa mère, qui dirige l'école maternelle de la commune, sans avoir connu son père, sous-officier de carrière, tué au combat le 28 août 1914. Après avoir été interne à l'école primaire supérieure de Bellac de 1924 à 1928, où ses professeurs l'encouragent à poursuivre ses études en raison de ses bons résultats scolaires, il décide de suivre l'exemple de sa mère et s'oriente vers le métier d'instituteur en réussissant en 1930 le concours pour intégrer l'école normale de Limoges, véritable « voie royale » pour devenir enseignant dans le primaire et pépinière des « hussards noirs » de l'école républicaine.

Les trois années (1931-1934) passées à l'École normale permettent au jeune étudiant d'apprendre son futur métier d'instituteur. Mais ces années de formation constituent également une période cruciale dans la formation et l'évolution intellectuelle de Georges Guingouin qui profite de sa condition de « normalien » (outre un environnement intellectuel stimulant, les élèves des écoles normales bénéficient d'une bourse qui rend leurs années d'études confortables sur le plan matériel) pour lire énormément. C'est également lors de cette période à l'École normale que Guingouin réalise son premier acte militant en manifestant contre le fascisme le 12 février 1934 lorsque la CGT, la CGTU et l'ensemble des partis politiques de gauche appellent dans toutes les villes de France à faire grève et à descendre dans la rue dans le cadre d'une manifestation unitaire pour riposter contre la tentative de déstabilisation de la République développée à Paris par les ligues d'extrême droite quelques jours plus tôt, le 6 février 1934.

La première affectation

A sa sortie de l'École normale et après avoir satisfait ses obligations militaires, Georges Guingouin reçoit sa première affectation pour la rentrée scolaire d'octobre 1935 en étant nommé à Saint-Gilles-les-Forêts, petite commune de deux-cents habitants, située au pied du mont Gargan (730 mètres). Aux confins de la Haute-Vienne et de la Corrèze, la « montagne limousine », où l'altitude dépasse régulièrement 500 mètres et qui annonce les hauts plateaux auvergnats, se caractérise à la fois par la rudesse de son climat des premiers jours de l'automne jusqu'au printemps, la pauvreté de ses sols, l'isolement et le dénuement de ses habitants. Située face à l'église et au monument aux morts, au cœur du tout petit bourg de la commune qui ne comprend qu'une dizaine d'habitations (la majorité de la population vit de façon éparse dans des hameaux), la petite école de Saint-Gilles-les-Forêts, installée dans les mêmes bâtiments que ceux de la mairie, se compose de quatre salles chauffées. Georges Guingouin y enseigne à une quarantaine d'élèves.

Le jeune instituteur s'impose rapidement comme le détenteur du savoir et une référence intellectuelle écoutée et estimée par la population locale. Georges Guingouin a reçu au cours de ses années d'études une formation administrative de base, permettant aux futurs instituteurs de pouvoir exercer les fonctions de secrétaire de mairie dans les communes où ils sont nommés, ce qu'il fait à Saint-Gilles-les-Forêts (où le maire est socialiste) dès son arrivée en 1935. Comme la plupart des instituteurs des petites communes rurales de cette période, son rôle dépasse rapidement sa seule fonction de « maître d'école », ce qui facilite d'ailleurs son insertion rapide dans ce petit village où la quasi-totalité des habitants sont des agriculteurs : on vient le voir pour un conseil, une aide en matière de lecture ou d'écriture, qui s'accompagne souvent d'une invitation à partager la table familiale pour le repas d'un soir. L'instituteur doit également multiplier les interventions auprès des parents et faire preuve de persuasion dans un milieu où la majorité des enfants sont destinés à travailler au sein de la ferme familiale afin que l'obligation scolaire soit bien respectée et pour que ses meilleurs élèves puissent continuer leurs études après l'âge de treize ans plutôt que de commencer à travailler.

L'installation de Guingouin à Saint-Gilles-les-forêts lors de la rentrée 1935 correspond également au moment où le jeune instituteur adhère au parti communiste, dont il devient l'une des figures locales. Il est nommé secrétaire de rayon à la fin 1935 (l'équivalent du responsable du parti à l'échelle d'un ou deux cantons) et anime la campagne électorale du PC lors des élections du printemps 1936.

Clandestin et résistant

Au lendemain de l'interdiction du PC prononcée par le gouvernement Daladier en septembre 1939 du fait du pacte germano-soviétique, Guingouin appartient aux quelques milliers de militants qui demeurent fidèles à l'appareil et acceptent donc de s'opposer, comme le réclame Moscou, à « la guerre impérialiste ». Mobilisé fin août 1939, blessé en juin 1940, il réussit à échapper à la captivité alors que son unité est talonnée par les Alle-

mands. Il retourne en Haute-Vienne, à Saint-Gilles-les-Forêts, où il tente de reconstruire clandestinement le parti, à partir des « groupes de trois » (chaque militant doit essayer de convaincre deux autres personnes de rejoindre l'organisation mais les différents groupes sont totalement cloisonnés). Le régime de Vichy le démet de ses fonctions d'instituteurs en novembre 1940 du fait de son engagement communiste.

En février 1941, Guingouin doit s'enfuir de chez lui pour échapper à l'arrestation. Il entame une vie clandestine l'amenant à se cacher dans les fermes de membres de son réseau mais aussi parfois dans les bois. Une grande rafle de police organisée localement contre les militants communistes en octobre 1941 l'oblige toutefois à quitter la Haute-Vienne pour se réfugier en Corrèze, où il intègre le triangle de direction du parti. Traqué par la police, Guingouin revient en Haute-Vienne au cours de l'été 1942. Il fonde un petit maquis en avril 1943 qui attire de nombreux réfractaires et clandestins et devient le principal maquis de la Haute-Vienne. Guingouin s'impose alors comme l'une des principales figures de la Résistance en Limousin. Il est nommé en août 1944 chef départemental FFI et dirige à ce titre les opérations qui entraînent la libération de Limoges le 21 août 1944.

Les compétences professionnelles et les activités enseignantes développées par Georges Guingouin avant la guerre alors qu'il était instituteur ont constitué un atout considérable pour lui permettre de s'imposer comme une figure importante de la Résistance.

Ses compétences rédactionnelles lui permettent facilement de rédiger des tracts et publications clandestines. Alors qu'il a pu conserver la ronéo qu'il utilisait avant la guerre pour le compte de la cellule locale du PC, Guingouin est l'un des militants qui imprime et diffuse le plus de tracts communistes dans la zone sud entre 1940 et 1942 depuis les différentes caches qu'il utilise en Corrèze et Haute-Vienne.

Le « préfet du maquis »

Si son expérience militaire reste assez limitée (il a effectué son service militaire dans un service administratif de l'École militaire et a été mobilisé comme deuxième classe en 1939 dans un service de transport), Guingouin possède en revanche un savoir-faire important sur le plan de l'organisation et de l'encadrement acquis au cours de ses années de formation à l'École normale puis dans le cadre de ses activités professionnelles. Cela s'avère important lorsqu'il décide de développer son maquis à partir du printemps 1943. Le fait qu'il ait reçu une formation administrative de base à l'École normale et qu'il ait exercé pendant plusieurs années les fonctions de secrétaire de mairie explique qu'il adopte à partir de l'automne 1943 des arrêtés imposant une législation aux populations locales pour supplanter les lois de Vichy. C'est cette pratique qui lui vaudra le qualificatif de « préfet du maquis ».

Enfin le fait d'avoir été instituteur dans le secteur où il développe ses activités clandestines et résistantes favorisent les soutiens en faveur de Guingouin au sein de la population locale. Cela s'avère déterminant pour la sécurité et la survie d'un maquis implanté à quelques kilomètres du village de Saint-Gilles où l'ancien enseignant était très favorablement connu. Parmi ceux qui le rejoignent dans la clandestinité figurent certains de ses anciens élèves, comme Louis Gendillou. Agé de 13 ans en 1935 et préparant le certificat d'études, Gendillou avait eu Georges Guingouin comme instituteur lors de sa première année à Saint-Gilles. Quelques années plus tard, il devient lors de la période clandestine l'un des principaux lieutenants de son ancien maître.

Georges Guingouin (1913-2005

Tout auréolé de la gloire obtenue à travers son combat dans la Résistance, Georges Guingouin, décoré de la Légion d'honneur et reconnu comme un Compagnon de la Libération par le général de Gaulle, est élu maire de Limoges en 1945. Mais l'ancien chef de maquis connaît ensuite une descente aux enfers. Au début des années 1950 éclate une double affaire Guingouin. La première est politique. Les tensions avec l'appareil du PCF ne cessent de s'accroître et débouchent en 1952 sur son exclusion du PC. En 1953 éclate une seconde affaire, judiciaire cette fois : Guingouin est inculpé et emprisonné pour complicité d'assassinat dans une affaire de droit commun (le meurtre de deux paysans en Corrèze en 1945), dans laquelle, policiers et magistrats tentent de l'impliquer sans véritable preuve. Guingouin ne bénéficiera d'un non-lieu qu'en 1959.

Retiré de la vie politique, Georges Guingouin reprend son métier d'instituteur, jusqu'à sa retraite, en 1969. Il consacrera la fin de sa vie à transmettre la mémoire de son action dans la Résistance. Il est mort en 2005, dans sa quatre-vingt-douzième année.

(*) Chef du Département recherche et pédagogie de la Fondation de la Résistance

Bibliographie

Fabrice Grenard, *Une légende du maquis. Georges Guingouin, du mythe à l'histoire*, 3ème édition, Tallandier, texto, 2020.

Georges Guingouin, *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Hachette, 1974 (réédition Lucien Souny, 2005).

Georges Guingouin, Gérard Monédiaire, *Georges Guingouin, premier maquisard de France*, Lucien Souny, 1983.

Martial Brigouleix (1903-1943)

Martial Brigouleix
Le soldat-professeur

Bernard Brigouleix (*)

Convaincu par son propre parcours, Martial Brigouleix avait très tôt compris le rôle fondamental de l'école dans la lutte pour le progrès, non seulement économique et social, mais aussi intellectuel et moral,.

Fils de paysans pauvres de Haute-Corrèze (il était né dans le petit village d'Ambrugeat en 1903), Martial Brigouleix considérait qu'il devait tout à l'école – oubliant modestement au passage que sa précoce intelligence, assoiffée de savoir et curieuse de tout, n'avait pas peu contribué à faire de l'enseignement de ses maîtres successifs un véritable apprentissage de la vie et du monde.

Mais enfin, oui : sans son goût pour l'école, sa trajectoire eût sans doute, comme pour tant d'autres enfants de la France profonde, rurale et enclavée, été bien différente. Y compris sur le plan le plus personnel : après avoir été élève au cours complémentaire de Meymac, il était entré, à 17 ans, à l'Ecole Normale de Tulle, où il allait avoir pour professeur de lettres... sa future épouse, une toute jeune enseignante, Alice Dessagne, de quelques années seulement son aînée, dont il devint passionnément amoureux et sut se faire aimer. C'est dit : il se destinera lui aussi à l'enseignement, en l'occurrence celui du français et de l'histoire, ses deux passions absolues même s'il a l'esprit trop ouvert pour qu'elles soient exclusives.

Le « professeur Brizoulet »

Mais auparavant, il lui reste à accomplir une autre formation : celle d'officier de réserve, dont il sortira, à 22 ans, sous-lieutenant. Car pour être un pacifiste de cœur et de raison, le jeune Martial, que la Première Guerre mondiale a marqué, est aussi bien conscient des nécessités de la défense nationale. Et il fait en outre confiance à cet autre vecteur de progrès tant collectif qu'individuel que constitue à ses yeux l'Armée.

Il effectue son service militaire de novembre 1923 à novembre 1924 au 22e régiment de tirailleurs marocains à Verdun, puis c'est à l'Ecole militaire préparatoire technique de Tulle qu'il fait ses débuts de professeur. Profondément pédagogue, il sera aussi, plus tard, en 1939-1940, comme lieutenant, un très vaillant combattant : sa « bravoure » et sa « belle attitude au feu » lui vaudront deux citations, avant sa démobilisation comme capitaine, et son retour – qui sera bref – à l'Enseignement au sein de l'E.M.P.T. de Tulle.

Avant la guerre, il y a d'ailleurs eu un élève particulier, promis à devenir plus tard un écrivain très polémique, et même, disons-le, résolument antimilitariste : Yves Gibeau, rendu célèbre par son livre autobiographique, *Allons z'enfants*, paru en 1952. Sous le nom à peine transformé de « professeur Brizoulet », Martial Brigouleix est de tout ce gros roman triste et sombre le seul personnage à qui l'auteur rende hommage, et même un hommage très chaleureux, pour la qualité de son enseignement et sa passion communicative pour la littérature, mais aussi l'humanité de cet « homme rond, jovial, optimiste, toujours gaillard », qui n'hésitait pas à emmener ses élèves au théâtre ou à les inviter chez lui – secondé en cela, comme il le sera plus tard dans la Résistance, par son épouse Alice, de qui Gibeau fait aussi un éloge attendri.

« Que la vie sera belle après ! »

C'est que Martial Brigouleix dévore la littérature classique et en particulier son théâtre, dont il parle beaucoup en famille, et qu'il ne se lasse pas de faire connaître et si possible aimer à ses élèves, lesquels évoluent dans un univers dont Racine ou Corneille ne sont pas les divinités les plus familières. Passion de la transmission, du partage... Et comme il raffole aussi de la poésie, il lui arrive, en secret, de taquiner la muse.

A ces temps qui pour n'être point toujours faciles gardent encore pour cet enseignant passionné un certain parfum de bonheur professionnel, le gouvernement de Vichy va vite mettre un terme. A la rentrée 1941, Brigouleix est révoqué, sans doute parce qu'il est franc-maçon. Il écrit alors à Pétain une lettre véhémente dans laquelle il lui déclare en substance qu'il eût sans doute mieux valu pour lui tomber à la tête de sa compagnie face à l'ennemi, ce qui lui eût alors valu les honneurs officiels, plutôt que d'être, par ce décret discriminatoire, privé de ses élèves et du bonheur d'enseigner.

Deux ans plus tard, le 2 octobre 1943, devenu entretemps l'un des chefs du maquis corrézien, le soldat-professeur Martial Brigouleix, futur Compagnon de la Libération, tombera sous les balles d'un peloton d'exécution allemand au Mont-Valérien. Dans une dernière lettre clandestine adressée à sa famille, il s'écriait : « Que la vie sera belle après ! » Le général de Gaulle le reconnaîtra comme un Compagnon de la Libération le 17 octobre 1945. Quelques mois après sa mort, son fils Jean avait rejoint, à 17 ans, les FFI. Cela aussi, il aura su le transmettre.

(*) Journaliste et historien, petit-fils de Martial Brigouleix

« LES DERNIERS COMBATTANTS : LES PROFESSEURS D'HISTOIRE DE PLUS DE 50 ANS… »

Entretien avec Franck Belis,
Professeur d'histoire au collège Alain Fournier de Bordeaux
Secrétaire général de l'Association des Amis de Jean Moulin

***Franck Belis** enseigne l'histoire au collège Alain Fournier à Bordeaux et notamment dans une classe de Troisième, dite « classe de défense » (voir encadré). Il a formé pendant 15 ans à l'université de Bordeaux les jeunes professeurs qui venaient de réussir le CAPES, et il aurait pu y travailler à temps plein. Il garde un très bon souvenir de ses débuts en collège de banlieue parisienne et en collège rural aux confins de la Gironde. Il toujours voulu être sur le terrain au plus près des élèves et de leur accès au savoir.*

Le Centre national Jean Moulin, 48 rue Vital Carles, à Bordeaux, créé en 1967 à l'initiative de Jacques Chaban-Delmas et de l'ancienne résistante Geneviève Thieuleux.

Le CNRD, Franck Belis s'y est frotté très tôt. Sensibilisé dès l'enfance à l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale et à celle de la Résistance notamment par son grand-père, il a été lui-même lauréat du concours. L'institutrice (devenue ensuite IA) qui avait organisé dès 1962 le CNRD en Gironde lui avait remis son prix. A l'occasion du concours elle récompensait les établissements et les enfants et entraînait avec elle de jeunes professeurs. C'est ainsi que Franck Belis lui-même devenu enseignant a intégré le comité organisateur à Bordeaux, ce qui, nous confie t-il, lui a valu de rencontrer des gens passionnants.

Il emmenait régulièrement ses élèves au musée Jean Moulin à Bordeaux. Et, dans les années 90 à une époque où ni le numérique ni la « réalité augmentée » n'existaient, il leur organisait également des visites à pied du « Bordeaux de l'Occupation » avec en main des photos d'époque en noir et blanc plastifiées, destinées à visualiser sur place ce que s'était permis l'occupant. Puis on lui a proposé de remplacer le responsable du service pédagogique du musée Jean Moulin quand le poste a été vacant, mission qu'il a acceptée en plus de ses heures de cours.

A cette époque le musée avait les moyens de remercier les établissements fidèles qui emmenaient régulièrement leurs élèves au musée en organisant des voyages sur les plages du débarquement, à Lyon sur les traces de Jean Moulin, à Colombey … Quand la conservatrice du musée s'est retirée, elle lui a demandé de prendre sa suite comme secrétaire général de l'association Les Amis de Jean Moulin. C'est ainsi qu'il a organisé cette année-là, seul, en partenariat avec les instances gouvernementales la cérémonie d'hommage national rendu à Jean Moulin le 17 juin au Panthéon. Cérémonie qu'il organise chaque année depuis et à laquelle il fait participer des collégiens bordelais.

Franck Belis regrette que l'enseignement sur la Résistance soit minimaliste et qu'un élève puisse ne jamais entendre parler de la France Libre durant ses 4 années de collège. En classe de Troisième, seulement 5 séances de 55 minutes sont consacrées à l'enseignement de la Seconde Guerre mondiale. Des choix draconiens sont donc réalisés dans le programme. C'est pourquoi il faut sensibiliser les professeurs à cette page de l'Histoire lors de leur formation. C'est ce que Franck Belis s'est efforcé de faire pendant 15 ans. Mais, avec les années, la formation des professeurs voit apparaître d'autres priorités qui s'imposent, comme l'enseignement de ce qui est lié à l'environnement.

- La Résistance des élèves* et des enseignants n'est pas spécialement enseignée et la place des Compagnons de la Libération est quasi inexistante dans l'enseignement de l'histoire de la guerre, témoigne-t-il.

Toutefois cela peut évoluer : au lycée un travail sur la mémoire est au programme et le choix du professeur peut se porter sur un Compagnon. Selon lui, le plan Langevin-Wallon n'a pas vraiment permis de parler de démocratisation de l'Ecole car le concours d'entrée en Sixième existait toujours. La démocratisation, il la voit plutôt apparaître avec la loi Haby et la création du collège unique qui a cependant montré ses limites. Il regrette que le CNRD ne touche qu'une infime partie des élèves, car cela dépend du choix du professeur de s'engager dans un travail préparant les candidats. Pourtant il constate que tout participant au CNRD éprouve de l'intérêt pour la Résistance. Il note en effet que les élèves qui travaillent

Qu'est-ce qu'une classe de Défense et sécurité globales ?

Les classes défense et sécurité globales constituent un dispositif français de partenariat entre le ministère des Armées et le ministère de l'Education nationale en faveur de l'insertion sociale et de la réussite scolaire sous l'égide de la convention cadre du 8 mars 2011. Il témoigne de la mobilisation de l'ensemble des armées en faveur de la jeunesse. Les classes de défense sont l'un des dispositifs majeurs du plan égalité des chances du ministère des armées. L'objectif est triple : contribuer à la cohésion nationale, promouvoir l'esprit de défense et garantir l'attractivité des métiers des armées. Concrètement, une classe défense est un projet pédagogique interdisciplinaire mené à l'initiative d'une équipe enseignante volontaire et en partenariat avec une unité militaire marraine.

La classe défense de Franck Belis a comme unité militaire « marraine » l'ECPAD : Etablissement de Communication et Production Audiovisuelle de la Défense. En février 2023, la classe va passer une semaine à Paris. Ils auront auparavant longuement préparé cette visite en classe par des lectures, le visionnage de films tel que « L'armée du crime », des discussions. Ils se rendront au Mémorial de la France combattante, au mémorial de la Shoah, à Drancy, au Panthéon, au Sénat, … Un moment important est prévu au musée de l'Ordre de la Libération : dans le cadre d'un atelier organisé par le service pédagogique du musée, les collégiens vont créer et enregistrer une émission et ils repartiront avec l'émission enregistrée sur une clef USB.

Le musée a déjà préparé, à destination des élèves, des dossiers sur les Compagnons suivants : Jean Moulin, Félix Eboué, Daniel Cordier, Laure Diebold, Bertie Albrecht, Pierre Clostermann, Henri Ferté, Romain Gary et Léon Bouvier. Jacques Chaban Delmas fait également partie de la liste à la demande du professeur. Ces jeunes se rendront également à Oradour-sur-Glane, accompagnés par la descendante du résistant Jacques Nancy. En mai 2023 ils participeront également à un rallye citoyen au camp militaire de Souges, à côté de Bordeaux, avec des épreuves intellectuelles (questions sur l'histoire) et des épreuves physiques (courir, ramper, …) pour lesquelles ils sont préparés par leur professeur d'EPS pendant l'année scolaire.

Enfin, dans le cadre du soutien du ministère des Armées aux projets éducatifs liés au travail de mémoire, le sujet « Leclerc, itinéraire d'un Français libre » qui fait partie des propositions de projets pour l'année 2022/2023, a été retenu par la classe. Les collégiens vont travailler par petits groupes sur les différents thèmes qui jalonnent le parcours du maréchal Leclerc. Bien sûr, de très intéressants documents servant à ce travail seront fournis par l'ECPAD.

F. Ba.

▸▸▸ *suite de la page 15*

sur ce concours se posent tous à moment donné la question : « Et moi qu'aurais-je fait ? »

Il est cependant assez pessimiste sur l'avenir du CNRD et ironise en disant que les « derniers combattants » sont les professeurs de + de 50 ans qui ont encore pu côtoyer des témoins de cette page de notre histoire et qui continuent de transmettre cette mémoire à leurs élèves.

Françoise Basteau

**Une quinzaine de jeunes composaient le maquis de Saucats en Gironde, cachés dans la ferme abandonnée de Richemont. Ils étaient pour la plupart élèves ou anciens élèves de classes prépa du lycée Montaigne de Bordeaux. Leur mission consistait dans un premier temps à faire du renseignement, repérage. Dénoncés aux Allemands, ils furent attaqués et massacrés le 14 juillet 1944 par un groupe de miliciens venus l'Ouest et un groupe de soldats Allemands venus de l'Est.*

MARC BLOCH : « L'AVENIR APPARTIENT AUX HARDIS »

« Il sera toujours difficile de persuader des maîtres que les méthodes qu'ils ont longuement et consciencieusement pratiquées n'étaient peut-être pas les meilleures ; à des hommes mûrs que leurs enfants gagneront à être élevés autrement qu'eux-mêmes ne l'ont été ; aux anciens élèves de grandes Ecoles que ces établissements parés de tous les prestiges du souvenir et de la camaraderie doivent être supprimés. Là, comme ailleurs cependant, l'avenir, n'en doutons pas, appartiendra aux hardis ; et pour tous les hommes qui ont charge de l'enseignement, le pire danger résiderait dans une molle complaisance envers les institutions dont ils se sont fait peu à peu une commode demeure. »

(*L'Etrange défaite*, « Folio Histoire », p. 255)

Ce supplément au Bulletin n° 17 de l'Association des Familles de Compagnon de la Libération est distribué gratuitement aux membres de l'AFCL. Il est disponible en ligne sur le site de l'Ordre de la Libération, à l'emplacement réservé à l'Association.